

PREFET DE L'ILLE-ET-VILAINE

ARRÊTE COMPLEMENTAIRE à L'ARRÊTE CADRE DU 6 JUIN 2011 délimitant les zones d'alerte où sont définies les mesures de limitation ou de suspension des prélèvements d'eau dans le département de l'Ille-et-Vilaine pour faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou à un risque de pénurie

VU le livre II, partie législative du Code de l'Environnement et notamment les articles L.211-3, L.211-8, L.214-18, L.215-1 et L.215-10 ;

VU le livre II, partie réglementaire du Code de l'Environnement et notamment les articles R.211-66 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles R2212 à 2215 ;

VU le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

VU le code pénal et notamment les articles R610-1 et L131-13 ;

VU le code de la santé publique et notamment son livre III ;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure notamment l'article R1321-9 ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté de M. le Préfet de la région Centre, Préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté de M. le Préfet de la région d'Ile de France, Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie du 20 novembre 2009 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} avril 2003 portant approbation du SAGE Vilaine ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2013 portant approbation du SAGE Rance – Frémur – Baie de Beausseis ;

VU l'avis du comité de sécheresse du 5 août 2015 ;

CONSIDERANT la nécessité d'anticiper les situations de crise concernant la gestion des ressources en eau ;

CONSIDERANT les objectifs fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 18 novembre 2009 pour le bassin Loire-Bretagne ;

CONSIDERANT les objectifs fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé le 20 novembre 2009 pour le bassin Seine Normandie ;

CONSIDERANT que l'arrêté cadre du 6 juin 2011 nécessite des mises à jours et compléments ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine.

ARRETE

Article 1^{er} – Objet : Le présent arrêté modifie l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 sur les points suivants :

- Intégration de la zone hydrographique de la Chère dans la zone de la Vilaine médiane
- Reformulation des conditions de déclenchement des seuils
- Remplacement du réseau ROCA par le réseau ONDE
- Mise à jour des différents intervenants
- Mise à jour de la liste des stations de plus de 2000 EH

Article 2 - Zones hydrographiques - Indicateurs – Seuils de référence :

L'article 3 de l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 est remplacé par :

La gestion de la ressource est organisée en 6 grandes zones hydrographiques :

- 1 - Bassin côtier
- 2 - Bassin du Couesnon
- 3 - Bassin de la Vilaine en amont de Rennes
- 4 - Bassin de la Vilaine Nord - Meu
- 5 - Bassin de l'Aff
- 6 - Bassin de la rive gauche de la Vilaine

La liste des communes comprises dans chacun des territoires hydrographiques est jointe en annexe 1 au présent arrêté.

Article 3 - Références hydrographiques :

L'article 4 de l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 est remplacé par :

Les débits de référence ou les niveaux pris en compte pour la détermination des différents seuils sont précisés ci-après :

	Zones hydrographiques	Stations hydrométriques de référence ou retenues d'eau de référence
1	Bassin côtier	Barrage de Beaufort et Mireloup
2	Bassin du Couesnon	Station de Romazy
3	Bassin de la Vilaine en amont de Rennes	Barrages de Haute Vilaine et Valière
4	Bassin de la Vilaine Nord-Meu	Station de l'Abbaye sur le Meu à Montfort
5	Bassin de l'Aff	Station de Saint Gravé sur l'Oust
6	Bassin de la rive gauche de la Vilaine	Station du Semnon à Bain de Bretagne

Les valeurs de débit ou les niveaux des retenues correspondants à chaque seuil sont indiqués en annexe 2 du présent arrêté.

Article 4 – Définition des seuils, détermination et déclenchement des seuils :

L'article 5 de l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 est remplacé par :

Il est défini trois seuils :

- **Seuil de vigilance** : correspondant à une situation de sensibilisation, d'observation, d'information et de limitation volontaire des prélèvements par tous les usagers domestiques, industriels, agricoles, publics et de mise en place du dispositif de suivi de crise par les services de l'Etat ;
- **Seuil 1 dit d'alerte** : correspondant à une situation pour laquelle certains usages de l'eau font l'objet de limitations ;
- **Seuil 2 dit de crise** : en dessous duquel tout usage non prioritaire de l'eau doit être suspendu.

Dès lors que le seuil de vigilance est atteint pour un seul des secteurs prédéfinis, l'état de vigilance est prononcé par arrêté préfectoral.

Si, après une période de vigilance de une semaine, le seuil 1 d'alerte est atteint sur une ou plusieurs zones hydrographiques, les usages de l'eau sont limités, conformément aux mesures d'alerte prévues en annexe 3 du présent arrêté, sur les zones concernées par arrêté préfectoral. Si la situation le justifie, des mesures peuvent être retirées de la liste ou ajoutées.

Si, après une période d'alerte de une semaine sur une zone hydrographique, le seuil 2 de crise est atteint sur ladite zone, les usages de l'eau sont limités, conformément aux mesures de crise prévues en annexe 3 du présent arrêté sur les zones concernées par arrêté préfectoral. Si la situation le justifie, des mesures peuvent être retirées de la liste ou ajoutées.

Si, après une période de une semaine d'alerte ou de crise sur une zone hydrographique, les dépassements de seuil ne sont plus observés, le niveau de limitation des usages de l'eau est réduit d'un ou plusieurs niveaux, par arrêté préfectoral.

Si, après une période de une semaine de vigilance, les dépassements de seuil ne sont plus observés sur aucune zone, l'état de vigilance est levé par arrêté préfectoral.

Les seuils (vigilance, seuil 1, seuil 2) sont fondés sur les données de débit des principaux cours d'eau ou sur les niveaux des retenues d'eau. Ils sont définis pour chacune des zones dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Pour chaque zone hydrographique, une unique station de référence est utilisée pour déterminer si un seuil est atteint ou non.

Dans les cas des stations de référence utilisant une mesure de débit en cours d'eau, la valeur quotidienne de débit retenue pour comparer aux valeurs de seuils est la moyenne glissante sur trois jours. Le seuil est réputé dépassé si cette valeur glissante est inférieure au seuil pendant au moins trois jours consécutifs.

Dans le cas des stations de référence utilisant une mesure de niveau de barrage, la valeur de ce niveau est directement comparée aux valeurs de la courbe seuil.

Article 5 - Recueil des données -Réseau d'observation - Schéma d'organisation :

L'article 6 de l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 est remplacé par :

Le suivi de la situation hydrologique est assuré par la D.R.E.A.L., le suivi des nappes souterraines par le B.R.G.M. et la pluviométrie par Météo France.

Les niveaux des barrages utilisés pour l'alimentation en eau potable sont diffusés par leurs exploitants de façon hebdomadaire pour toutes les zones du département à partir du franchissement du seuil de vigilance pour une seule des zones.

Le suivi complémentaire (fréquence des relevés portée à 1 toutes les 2 semaines) du réseau d'observation des niveaux d'étiage (ONDE) est activé dès que nécessaire, en particulier dès le franchissement du premier seuil de vigilance. L'ONEMA, responsable de ce suivi, procède aux relevés de terrain sur les points de référence identifiés localement.

A partir du franchissement du seuil de vigilance dans une des zones du département les mesures suivantes sont mises en œuvre pour l'ensemble du département :

- ⇒ Echanges entre les services de l'Etat des départements partageant des bassins versants concernés;
- ⇒ Réunion du comité sécheresse dont la composition est précisée en annexe 5 du présent arrêté ;
- ⇒ Diffusion par la DREAL à la Préfecture des données de débit nécessaires au suivi de la situation hydrologique toutes les semaines pour l'ensemble des stations existantes du département ;
- ⇒ Interrogation par les services de l'Etat toutes les deux semaines des collectivités productrices d'eau et de leurs délégataires sur la situation de la ressource AEP avec comparaison aux niveaux d'années de référence en matière de sécheresse ;
- ⇒ Interrogation par les services de l'Etat de Météo France ;
- ⇒ Mesures de vigilance prévues en annexe 3 du présent arrêté.
- ⇒ Communication de la Préfecture vers le grand public : par communiqué de presse après chaque comité sécheresse, par notification individuelle des arrêtés de prescription des seuils à chaque mairie par voie informatique et mise à disposition sur le site Internet de la Préfecture des décisions prises en application du présent arrêté.
- ⇒ Un bulletin d'information sur la sécheresse sera adressé par voie informatique à chaque collectivité et aux structures productrices -distributrices d'eau dans le département après chaque comité sécheresse.

Article 6 – Mesures prises en cas de sécheresse :

Les articles 7 et 8 de l'arrêté cadre sécheresse du 6 juin 2011 sont remplacés par :

Les seuils de déclenchement des différents niveaux de mesure sont indiqués en annexe 2 du présent arrêté

Les mesures correspondantes sont indiquées en annexe 3 du présent arrêté

Les mesures sont prescrites jusqu'au 31 octobre. Elles peuvent être levées avant cette date conformément à l'article 4 du présent arrêté.

Article 7 - Publicité, voies et délais de recours :

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Ille et Vilaine et affiché en mairie dans toutes les communes du département d'Ille-et-Vilaine pendant au moins un mois. Une mention en sera insérée en caractères apparents dans 2 journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté fera également l'objet d'une publication sur le site Internet de la Préfecture.

Article 8 - Exécution : M. le Secrétaire Général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, M. le Directeur du Cabinet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, MM les Sous-préfets des arrondissements de Fougères-Vitré, Redon et Saint-Malo, M. le directeur départemental des territoires et de la mer, Mme le Directeur de la Délégation Territoriale de l'Agence

Régionale de Santé, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, Mme le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, M. le commandant du groupement de Gendarmerie d'Ille-et-Vilaine, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, M. le Directeur interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, Mmes et MM les Maires du département d'Ille-et-Vilaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Rennes, le 5 août 2015

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

SIGNE
Patrice FAURE